

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 4 DÉCEMBRE 2024

ET MAINTENANT, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, RESPECTEZ LA MAJORITÉ QUI PAR SON VOTE A TENU L'EXTRÊME DROITE HORS DU POUVOIR !

Avec la motion de censure votée ce jour à l'Assemblée nationale, le gouvernement de Michel Barnier tombe. Il ne pouvait guère en être autrement au vu de son assise politique.

Ce gouvernement regroupait les forces arrivées en troisième et quatrième position, tant au premier tour des législatives qu'en nombre d'élu-e-s au Parlement. Les premières, au centre-droit, avaient contribué à la défaite de l'extrême droite par leur désistement dans les circonscriptions où le Rassemblement National (RN) était arrivé en première position, comme l'ont fait l'ensemble des forces progressistes et de gauche. Les secondes s'y sont montrées indifférentes dans la plupart des cas, mais ont été élues en bénéficiant du désistement de toutes les forces de gauche et du centre.

Le choix de mener des politiques en comptant sur une non-censure par l'extrême droite, et, dans la dernière période, en reprenant ses pires propositions comme sur l'aide médicale d'Etat (AME), a montré l'incongruité des choix faits en lien avec la nomination de M. Barnier.

Aujourd'hui, il relève du rôle de président de la République de nommer à la tête du gouvernement, dans le respect des votes exprimés aux premier et second tour des législatives et des équilibres parlementaires qui en ont résulté, une personne à même de s'appuyer sur les forces qui ont défait l'extrême droite, pour mener une politique qui mette au centre l'accès de toutes et tous à leurs droits. La société civile, qui s'est mobilisée très largement face à l'extrême droite, a fait part de ses attentes en ce sens et rien ne sera possible sans elle. Un choix qui ferait abstraction de ce cadre marquerait un nouveau coup à ce qu'implique la démocratie représentative et se payerait directement dans le débat public.

Monsieur le Président, respectez le suffrage populaire, qui a fait barrage à l'extrême droite en demandant la constitution d'un gouvernement guidé par l'égalité des droits et la justice sociale !

LDH

Fondée en 1898

